

## Note

---

« L'enquête de fécondité au Québec : le rappel de 1976 »

Evelyne Lapierre-Adamcyk

*Cahiers québécois de démographie*, vol. 6, n° 1, 1977, p. 97-100.

Pour citer cette note, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/600737ar>

DOI: 10.7202/600737ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

L'ENQUETE DE FECONDITE AU QUEBEC:

LE RAPPEL DE 1976

par

Evelyne LAPIERRE-ADAMCYK\*

En 1971, une vaste enquête de fécondité<sup>1</sup> à l'échelle de la province de Québec a été réalisée auprès d'un échantillon représentatif des femmes déjà mariées âgées de 15 à 65 ans. Cinq ans plus tard, en mars 1976, une enquête-rappel<sup>2</sup> tentait de rejoindre un sous-échantillon des femmes interrogées en 1971: celles qui étaient âgées de moins de 35 ans lors de la première enquête.

---

\* Département de démographie, Université de Montréal, Case postale 6128, Montréal, Québec, H3C 3J7.

1. Cette enquête a été réalisée sous la direction de Monsieur Jacques Henripin du Département de démographie de l'Université de Montréal et subventionnée par le Ministère des Affaires sociales du Québec, le programme de subvention en bien-être du Ministère de la Santé nationale et du Bien-Être social du Canada, le Conseil des Arts du Canada et l'Institut Vanier de la famille.
2. Toujours sous la direction de Monsieur Jacques Henripin, l'enquête-rappel a été financée conjointement par le Ministère des Affaires sociales du Québec et le programme de subventions au planning familial du Ministère de la Santé nationale et du Bien-Être social du Canada.

L'enquête-rappel vise quatre objectifs principaux:

a) la vérification des prévisions de fécondité faites en 1971; si les femmes ont modifié leur comportement ou leurs prévisions, on tente d'en cerner les motifs;

b) l'appréciation de l'impact du nouveau régime d'allocations familiales sur les comportements et les souhaits en matière de fécondité; cet aspect est complété par des questions qui permettent aux répondantes de faire des suggestions quant aux moyens que l'Etat devrait prendre pour aider les familles à réaliser leurs aspirations de fécondité;

c) l'étude de la concurrence entre la venue d'un enfant supplémentaire et d'autres aspirations qu'ont les couples; cet aspect se fonde sur des questions qui demandent aux femmes de préciser en quoi les priverait la venue d'un enfant de plus que le nombre qu'elles disent souhaiter;

d) l'examen de certains résultats trouvés en 1971 à la lumière de nouveaux renseignements obtenus sur l'activité de la femme mariée et la contraception.

Le Centre de Sondage de l'Université de Montréal s'est chargé de la réalisation des entrevues sur le terrain. Cette entreprise n'allait pas sans poser plusieurs problèmes, puisqu'il fallait tenter de retracer environ 1000 femmes pour lesquelles nous ne connaissions que les adresses en 1971. Une stratégie de dépistage a été mise au point et on trouve au tableau suivant les résultats du travail sur le terrain: la partie A présente les résultats du dépistage, phase qui aboutit à l'identification des femmes interrogées en 1971; la partie B donne la répartition des femmes identifiées selon qu'on a réussi ou non à compléter le questionnaire.

99  
Résultats du travail sur le terrain

	<u>Région métropolitaine de Montréal</u>	<u>Reste de la province</u>	<u>Total</u>
A) <u>Phase de dépistage</u>			
Total des adresses éligibles	413	583	996
Adresse non retrouvée	38	44	82
Pas de réponse	36	29	65
Refus	9	17	26
Aucune action <sup>1</sup>	6	57	63
Questionnaires de dépistage remplis	324	436	760
- Femmes identifiées (voir B)	175	358	533
- Femmes identifiées (déménagées à l'extérieur de la province de Québec)	16	6	22
- Piste non satisfaisante	111	68	179
B) <u>Administration du questionnaire aux femmes identifiées</u>			
Total des femmes identifiées	175	358	533
Questionnaires complétés	144	323	467
Total			
Français	97	315	422
Anglais	37	8	45
Refus			
Total	28	20	48
Français	26	20	46
Anglais	2	-	2
Absence prolongée			
Total	3	15	18
Français	3	15	18
Anglais	-	-	-

1) Certains cas qui, de toute évidence, auraient été très difficiles ou trop onéreux à retracer, ont été mis de côté sans qu'aucune démarche ne soit entreprise pour les retrouver.

On a donc en main 467 questionnaires complétés, ce qui représente 47 pour-cent des femmes éligibles. Ce pourcentage varie selon la région et selon la langue de l'entrevue; il est de 35 pour-cent à Montréal et de 56 pour-cent en province, de 28 pour-cent chez les anglophones et de 57 pour-cent chez les francophones.

Ces pourcentages relativement faibles s'expliquent en grande partie par le fait que le Centre de Sondage, afin de respecter la vie privée des répondantes de 1971, s'était abstenu de demander les noms; de plus, aucun contact n'a été établi au cours de la période de cinq ans qui précède l'enquête-rappel. Les nombreux déménagements, surtout à Montréal, ont empêché les enquêtrices de retracer bon nombre de répondantes éligibles.

Cependant, comme les caractéristiques des femmes éligibles sont bien connues grâce à l'enquête de 1971, on peut identifier un certain nombre de caractères qui identifient les femmes qui ont échappé à la deuxième enquête: elles sont relativement plus nombreuses chez les femmes mariées après 1966, chez celles qui avaient peu d'enfants en 1971, chez les anglophones et chez les Montréalaises. Cependant, cette sélection ne crée pas, pour bon nombre de variables, de distorsions très marquées par rapport à l'échantillon de 1971; les données sont donc utilisables.

L'analyse des données se poursuit présentement; une présentation des premiers résultats aura lieu à la prochaine réunion scientifique de l'Association des Démographes du Québec en mai 1977.